

APPEL À CONTRIBUTION

Revue Perspectives & Sociétés, Volume 5, Numéro 1, 2014

(ISSN : 1840-6130)

THEME PRINCIPAL :

AUTOPSIE DU SERVICE PUBLIC AFRICAIN

Directeurs de publication :

Roch YAO GNABELI

Professeur titulaire de Sociologie, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)

Sergiu MISCOIU

MCF HDR en Science Politique, Université Paris-Est (France), Université Babes-Bolyai (Roumanie)

Date limite de soumission des propositions : 1er juin 2014

L'Etat, dans la perspective wébérienne, exerce une domination légitime sur le citoyen par le biais de l'armée, de l'administration et d'autres forces de coercition. Contrairement à cette définition qui privilégie les rapports de domination, la notion de service public permet d'envisager la relation Etat-Citoyen en termes dialectiques. Plus précisément, la notion de service public permet de ne plus percevoir la seule domination et les contraintes légitimes exercées par l'Etat, mais plutôt d'envisager celui-ci sous l'angle de ses prestations et des services d'intérêt général destinés aux populations, aux groupes sociaux, aux citoyens, etc.

Le concept de service public a pris corps au XX^{ème} siècle grâce aux travaux des juristes publicistes (Léon Duguit, par exemple). De fait, le service public suppose l'existence d'un cadre institutionnel, de normes juridiques et d'un appareil de légitimation des activités étatiques (Chevallier J., 1999). Mais il a considérablement évolué à la fois au plan institutionnel et en tant qu'objet d'étude. Au plan institutionnel, on note aujourd'hui que les services publics sont soit rendus par des administrations publiques, soit par des organismes privés. En outre, selon les contextes, ils sont « offerts » ou « vendus ».

Au plan scientifique, le service public, qui était initialement une catégorie du droit administratif, est aujourd'hui un objet de plusieurs sciences sociales (Sciences juridiques, Science politique, Sociologie, Sciences économiques, Géographie économique, Sciences de la communication, etc.).

En d'autres termes, la notion de service public a considérablement évolué. La qualité des services publics est de plus en plus associée aux notions de bonne (ou mauvaise) gouvernance ou même de développement durable.

Dans le contexte africain, les difficultés d'émergence ou de développement du continent, toujours complexes à analyser, sont souvent imputées à la politisation des administrations publiques ou encore à leur ethnicisation, aux réformes de management public peu efficaces, à la corruption, au gaspillage des ressources ou des biens publics, etc. Sous un autre angle, se pose l'épineux problème de la formation ou des compétences des agents ainsi que l'éthique professionnelle. En se basant sur des enquêtes socio-anthropologiques sur l'Etat, la bureaucratie et la gouvernance en Afrique de l'ouest J. P. Olivier de Sardan (2004) a montré que les services publics africains fonctionnent selon des logiques clientélistes et patrimonialistes héritées de la colonisation. Il précise que les services publics sont aussi révélateurs de la polycéphalie des arènes politiques locales, des faibles capacités de régulation de l'Etat, de l'importance des intermédiaires en tout genre, du pluralisme des normes et des difficultés et mythes de la gestion communautaire.

Quel est le processus historique de constructions de l'Etat et de la bureaucratie en Afrique ? Qu'est-ce que le service public aujourd'hui en Afrique ? Quelles sont ses spécificités ? Quelles sont ses variations ? Comment appréhender son évolution, les tentatives de sa modernisation ? Comment expliquer l'inefficacité des services publics dans nombre de pays africains ?

Au regard de ces constats et de ces questions, *Perspectives & Sociétés* invite les Universitaires et les Chercheurs à mener une réflexion constructive et originale basée fondamentalement sur des situations empiriques.

Les contributions attendues peuvent s'inscrire dans les centres d'intérêt suivants :

- Elucidation ou contextualisation du concept de service public ;
- Formes contemporaines du service public ;
- Genre et service public ;
- Financement du service public ;
- Gouvernance des services publics ;
- Prospective du service public.

Dans une rubrique **Varia** introduite à partir de ce volume, la revue pourra sélectionner et publier quelques contributions ne cadrant pas avec la thématique de cet appel à contributions.

Timing de l'appel à contributions :

Appel à communication : diffusé, à partir du 20 février 2014

Réception des propositions d'articles : 1^{er} juin 2014

Sélection des articles et notifications aux auteurs : 15 juillet 2014

Réception des interventions finalisées : 1^{er} septembre 2014

Publication des articles : 30 septembre 2014

Ce timing est susceptible de modification.

Recommandations

- *Peuvent répondre au présent appel, les Enseignants-Chercheurs, les Chercheurs et les Doctorants dans les différentes disciplines des Sciences sociales.*

- Il est conseillé de lire les normes éditoriales de la Revue à l'adresse <http://www.carede.org/spip.php?article18> pour favoriser la recevabilité des articles. La publication dans la *Revue Perspectives & Sociétés* est gratuite.

- **Les articles complets et conformes aux normes éditoriales doivent être envoyés simultanément aux adresses suivantes** : carede@carede.org / afrikared@yahoo.fr

- Il est porté à la connaissance des auteurs que la *Revue Perspectives & Sociétés* du Carrefour Africain de Recherche et d'Echanges pour le Développement (CAREDE) dispose depuis longtemps d'un numéro ISSN et d'un Comité scientifique pluridisciplinaire composé d'Universitaires de renommée issus du Nord et du Sud.

URL DE REFERENCE : <http://www.carede.org> (site officiel du CAREDE).

Appel mis en ligne, le 20 février 2014.